



**ENGAGÉ-ES
AU QUOTIDIEN**

DECLARATION FSU CDEN 59 – 10 février 2023

Ce CDEN de préparation de rentrée se tient dans des conditions particulières à plus d'un titre. Nous pourrions les résumer en une phrase : travailler plus et plus longtemps, dans des conditions toujours plus dégradées et avec des salaires insuffisants ! Les personnels des établissements sont d'ailleurs très nombreux à s'engager contre le projet de réforme des retraites dont le résultat sera, si celui-ci est votée, un appauvrissement généralisé des retraités de ce pays. Cette remarque a toute sa place dans ce CDEN : des professeurs mieux payés, avec un horizon de fin de carrière et de retraite rassurant, seraient des professeurs plus sereins avec leurs élèves, et encore plus à même de les faire réussir pour peu qu'on leur en donne les moyens.

Concernant la préparation de rentrée dans le second degré, nous pensions déjà avoir tout vu ces dernières années mais décidément, les ministres et le ministère ont une imagination sans limite pour trouver la façon de supprimer des moyens et de dégrader les conditions de travail des élèves et des personnels. Chaque année en janvier, s'ouvrent les soldes dans l'éducation nationale où l'on brade des milliers d'heures d'enseignement, qui pourraient pourtant améliorer fortement les conditions d'apprentissage des élèves. Cette année, le ministre Pap Ndiaye a innové et a ouvert une semaine de démarque supplémentaire en demandant aux rectorats, sans aucune gêne et sans aucune raison pédagogique, de supprimer une discipline en classe de 6ème. Nous parlons ici de la suppression honteuse et scandaleuse de la technologie et nous y reviendrons dans un instant.

Dans le second degré et depuis 2017, 8381 postes ont été supprimés dans les collèges et lycées publics, dont 481 pour la prochaine rentrée. Malgré ses difficultés sociales, l'académie est une nouvelle fois « choyée » puisqu'elle perd encore l'équivalent de 160 postes et continue d'être en tête des académies ayant perdu le plus de moyens depuis 2017, avec plus de 1300 postes supprimés. Cette politique de retrait de moyens n'est pas sans conséquence sur les dotations des collèges. A la rentrée 2023, les collèges du département perdront encore 927 HP, soit l'équivalent de 51 postes pour des effectifs en légère baisse. Depuis 2017, c'est au total plus de 3150 HP qui ont été supprimées dans les 201 collèges du nord, soit l'équivalent de 175 postes, pour environ 1300 élèves de moins.

Dans le premier degré,

Dans un contexte de baisse démographique continue (moins 22 000 élèves en 6 ans), les dotations des dernières années ont permis les dédoublements en éducation prioritaire, baissant, ainsi le nombre moyen d'élèves par classe dans les secteurs les plus éprouvés et d'augmenter les temps de décharge de direction dans certaines écoles.

À cette rentrée, le Ministère, au lieu d'utiliser cette baisse démographique afin d'améliorer les conditions d'enseignement, en décide tout autrement :

Il supprime plus de mille postes au niveau national, et 97 postes dans le département. L'Ecole n'est clairement plus une priorité. Depuis le début de l'année les circulaires injonctives, le reniement de la parole donnée sur la revalorisation de 10% sans contrepartie ainsi que les 72 heures du pacte incitant les personnels à travailler plus sont autant de signes de mépris envers les agents qu'envers les élèves.

Pour bien travailler, il nous faut davantage de postes :

Davantage de postes dans les écoles pour faire baisser le nombre d'élèves par classe, c'est vrai, mais aussi pour être remplacé quand on est malade ou en formation, quand on a besoin d'aide pour un élève qui nous met en difficulté, quand on sollicite un temps partiel...

C'est exactement ce dont nous font part les collègues, attachés à leur mission et épuisés par le manque de moyens dans l'éducation.

Quelques exemples pour illustrer ce ras-le-bol :

- 259 classes non remplacées ce lundi 6 février dans le départemental
- impossibilité pour les collègues d'accéder aux formations académiques car : « nécessité de service »

- le manque de places en Ulis collège qui contraignent les élèves concernés à être scolarisé en 6^e ordinaire et sans AESH !

Ces choix mettent clairement en évidence la volonté politique de ne pas améliorer les conditions de travail et d'apprentissage dans les écoles et les collèges, en baissant les effectifs dans les classes par exemple. Les moyens sont insuffisants et les conditions d'exercice des personnels se dégradent d'année en année, en les empêchant d'exercer leur métier correctement, en les forçant à prendre toujours plus d'heures supplémentaires et en devant faire face, de plus, à une inclusion qui manque trop souvent de moyens.

Un point positif, tout de même, concerne les SEGPA du département. La FSU apprécie le fait que, cette année encore, aucune SEGPA ne subira de suppression de poste de professeur des écoles. Vous l'avez compris, le fonctionnement de la sixième à la troisième sur trois divisions impacte lourdement l'organisation et la qualité du travail mené auprès de ces élèves, les plus en difficultés du système éducatif. Ce dysfonctionnement, néanmoins, concerne encore les vingt SEGPA qui ont vu leur dotation amputée entre 2018 et 2020. Nous vous demandons donc à nouveau, Monsieur le Directeur Académique, le rétablissement de ces vingt postes de professeurs de écoles pour que toutes les SEGPA du Nord puissent fonctionner dans des conditions normales.

Nous dénonçons également le fonctionnement des Commissions Départementales d'Orientation qui ont pour contrainte de n'accepter en SEGPA qu'une proportion d'élèves proche de la « moyenne nationale ». Il s'agit, pour la FSU, d'une politique de « quota » qui laisse chaque année des élèves en extrême difficultés sans accompagnement approprié au sein des collèges.

Pour terminer cette déclaration, la FSU tient à dénoncer, une nouvelle fois, l'annonce faite par le ministre, dans la presse, de supprimer l'enseignement de la technologie en classe de 6^{ème}.

Sur la forme, c'est d'une extrême violence pour les enseignants en général et pour les professeurs de technologie en particulier. Des personnels de l'éducation nationale ont appris par les médias que leur discipline allait disparaître, qu'ils allaient pour certains, perdre leur poste, pour beaucoup, partir en complément de service parce que quelqu'un, au ministère, l'a décidé sans concertation et sans possibilité d'expliquer ce qu'ils font avec les élèves et ce que leur discipline leur apporte. C'est au minimum, rien que pour l'académie de Lille, 2000 heures d'enseignement de technologie que le ministère s'apprête à supprimer. C'est un plan social, qui ne dit pas son nom et se dessine sur 2 ans, contre les enseignants de technologie, sans aucune considération pour leur travail et pour la réalité humaine du terrain. Que dirait-on si une entreprise privée agissait de la sorte avec son personnel ?

Sur le fond, rien ne justifie cette suppression, c'est une nouvelle fois un choix arbitraire et purement économique du ministère parce que l'institution refuse d'investir dans l'éducation à la hauteur des besoins des élèves et des établissements. Où est la plus-value pour les élèves lorsqu'on leur supprime un enseignement, quand on leur retire la possibilité d'acquérir ou consolider de nombreuses notions qui concourent à une meilleure compréhension du monde qui les entoure. Supprimer la Technologie est un non-sens pédagogique qui va accentuer les difficultés des élèves dans les domaines technologiques et numériques. Dans un cadre budgétaire contraint, le ministre justifie cette suppression afin de laisser la place à une heure de consolidation ou d'approfondissement en mathématiques et en français. Les arguments du ministre pour justifier cette suppression sont fallacieux. Qui peut réellement croire que l'on va aider les élèves en saupoudrant l'équivalent d'1/2 h supplémentaire de mathématiques et de français par semaine, avec des effectifs équivalents à des classes entières et qui, de plus, pourrait être encadrée par des professeurs autres que ceux de français ou mathématiques ? C'est à dire par des personnels non formés à l'enseignement de ces deux disciplines et par des personnels qui n'ont pas les élèves en classe.

Ces effets d'annonce augurent bien mal des suites pour la future réforme du collège et démontrent, une fois de plus, le peu de considération du ministère pour les personnels, et en tout premier lieu pour les élèves. **Une ligne rouge a été franchie avec l'annonce de la suppression de la technologie en 6^{ème}. C'est inacceptable, la**

FSU s'y oppose fermement. Pour exprimer notre colère et notre désaccord, nous quitteront ce CDEN après les déclarations liminaires et vos éventuelles réponses, Monsieur le Directeur académique.

Je vous remercie pour votre attention.